UNE AFFAIRE DE MARINS

Le ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon

« Voici Saint-Pierre-et-Miquelon, qui fut soudain, pendant la guerre, le symbole même et l'enjeu de l'indépendance de la France. En effet, l'arrivée de la Force navale de la France libre, commandée par l'amiral Muselier […] permit au territoire de rentrer dans la guerre pour la Libération. En même temps, il fut marqué, ici, que la France, même au fond du malheur, voulait rester maîtresse d'elle-même vis-à-vis de qui que ce soit.[1] »

En 1940, contrairement à la métropole, la majorité des habitants de l'archipel français d'Amérique du Nord, Saint-Pierre-et-Miquelon, refuse l'armistice et veut continuer la guerre aux côtés des Anglais. Mais l'administrateur en décide autrement et reste fidèle au gouvernement de Vichy. L'archipel vit ainsi reclus sur lui-même, en attendant qu'un événement change la donne. Certains jeunes patriotes arrivent à quitter l'archipel à bord de chalutiers pour s'engager dans les Forces navales françaises libres (FNFL).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, UN SYMBOLE NÉCESSAIRE

Après avoir fait basculer les colonies de l'Afrique-Équatoriale française (AEF) du côté de la France libre à la fin de l'année 1940, le général de Gaulle met Saint-Pierre-et-Miquelon en haut de la liste des territoires à rallier en novembre 1941. L'amiral Muselier, l'un des premiers à avoir rejoint la France libre et commandant en chef des FNFL, voulait s'emparer de Saint-Pierre-et-Miquelon pour plusieurs raisons. L'île représente un vivier de marins non négligeable pour armer les FNFL, et il craint les éventuelles visées expansionnistes du Canada sur cet archipel français. Craintes partagées par le général de Gaulle. Les informations qui arrivent de Saint-Pierre-et-Miquelon ne font que le conforter dans son idée. En effet, le port étant inactif, la population se retrouve au chômage forcé, ce qui renforce la grogne vis-à-vis de l'administrateur qui fait réprimer les manifestations en faveur de la France libre. Pas de doute, c'est le moment d'agir.
Le 24 novembre, l'amiral Muselier entreprend un voyage à Terre-Neuve pour, officiellement, aller inspecter la division de corvettes qui se trouve sous contrôle opérationel britannique. Une fois sur place, il se rend à Ottawa afin de convaincre les Canadiens et les Américains de l'intérêt d'entreprendre une opération pour rallier l'archipel, tandis que, de son côté, de Gaulle doit convaincre les Anglais.
Les Américains, qui entretiennent des relations diplomatiques avec Vichy, veulent maintenir le *statu quo* dans les territoires français.
Le 17 décembre, ils proposent que les Canadiens mènent un raid pour prendre le contrôle de la station radio de Saint-Pierre, de peur qu'elle puisse servir à la guerre sous-marine que mènent les Allemands en Atlantique.
De Gaulle fulmine et passe outre les protestations des Alliés. Il s'agit d'un territoire

© DROITS RÉSERVÉS

24 décembre 1941, la corvette *Mimosa* s'apprête à accoster au quai des douanes de Saint-Pierre.

© DROITS RÉSERVÉS

Le corps de débarquement s'apprête à prendre le contrôle des points névralgiques de l'archipel.

© DROITS RÉSERVÉS

La population se rend sur les quais pour saluer les marins des FNFL.

français, c'est donc une affaire franco-française. Il est inconcevable qu'un débarquement dans un territoire français se fasse sans la participation de troupes françaises.
Le 18 décembre, il demande à Muselier d'appareiller de Terre-Neuve avec pour objectif de rallier Saint-Pierre-et-Miquelon sans en avertir les Alliés.

UN PLAN SANS ACCROC

Le 23 décembre, le sous-marin *Surcouf* et les corvettes *Mimosa*, *Alysse* et *Aconit* appareillent dans un froid glacial pour officiellement effectuer des exercices entre Saint-Pierre-et-Miquelon et Terre-Neuve.
Le 24 décembre à 3 heures du matin, l'archipel est en vue. Le corps de débarquement du *Surcouf* est transféré sur le *Mimosa*, qui doit, avec l'*Aconit*, accoster sur le quai des douanes, endroit stratégique pour fondre rapidement sur les lieux vitaux à contrôler. L'*Alysse* appontera à un autre endroit pour porter assistance en cas de difficulté, tandis que le *Surcouf* restera au large à l'entrée de la rade, son tirant d'eau l'empêchant d'entrer dans le port.
La vigie en poste au sémaphore de Galantry, qui est partie en ville à la tombée du jour chercher du charbon pour son poêle, n'est pas revenue à son poste. L'entrée des corvettes dans la rade peut donc se faire sans encombre. Une fois l'*Aconit* et le *Mimosa* accostés, les 25 matelots qui composent le corps de débarquement fondent sur le poste de radio, le bureau des câbles et sur la résidence de l'administrateur pour s'en emparer. L'affaire est réglée en moins d'une demi-heure sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré.
La nouvelle se répand rapidement et les habitants, soulagés, sortent de chez eux au petit matin pour célébrer ces intrépides marins. L'administrateur est escorté jusqu'à Muselier, qui se trouve sur le *Mimosa*, pour se soumettre aux forces qui ont pris le contrôle de l'île. L'aide de camp de Muselier, l'enseigne de vaisseau Savary, est nommé administrateur provisoire. De nombreuses tâches l'attendent.

PLÉBISCITE ET JOUTE DIPLOMATIQUE

L'amiral Muselier décide d'organiser promptement un plébiscite pour légitimer son action, notamment auprès des Américains. Une proclamation à la population, qui est invitée à venir voter à la marie de Saint-Pierre, et des bulletins de vote sont imprimés dans la nuit du 24 au 25 décembre. C'est un petit événement, puisqu'il s'agit de la première consultation populaire libre sur un territoire français depuis 1940. Les résultats sont sans appel. À Saint-Pierre, 651 personnes se prononcent en faveur de la France libre, 11 pour Vichy et 140 abstentions ou nuls (783 pour, 14 contre et 215 nuls pour l'ensemble de l'archipel). Le jour même du plébiscite, les Américains condamnent avec fermeté l'action de l'amiral Muselier et de ses marins qu'ils appellent *so-called free frenchmen* (les soi-disant Français libres). Cordell Hull, qui est à la tête du département d'État, menace même d'envoyer les *marines* pour rendre l'archipel à Vichy. L'affaire de Saint-Pierre-et-Miquelon est le point de départ d'une relation tumultueuse entre le chef de la France libre, le général de Gaulle, et les Américains.
Le président américain, Franklin Roosevelt, ne fait que modérément confiance à de Gaulle qu'il voit comme un dictateur en puissance. De son côté, Winston Churchill, qui était présent à Washington depuis le 22 décembre, s'étonne de la réaction de Cordell Hull, qu'il juge disproportionnée au regard des enjeux de ce conflit planétaire (les Japonais ont attaqué la base américaine *Pearl Harbor* le 7 décembre). La tension redescendra rapidement, l'opinion américaine ne comprenant pas la réaction de ses politiques face à l'action des Français libres, qu'elle juge légitime.

EV1 THOMAS CASAUX

1. Extrait de l'allocution prononcée par le général de Gaulle à Saint-Pierre-et-Miquelon le 20 juillet 1967.